

FOOTBALL

LA FIFA AVAIT EXIGÉ DES GARANTIES AVANT LE LANCEMENT DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DES STADES QUI ACCUEILLERONT LE MONDIAL-2022

Le Qatar publie sa charte «travailleurs»

A un peu plus de huit années de la date de son Mondial, et à la veille de l'ultimatum fixé par la Fifa, le Qatar passe aux actes concernant les garanties devant prévaloir durant les travaux de construction des stades qui abriteront la Coupe du monde 2022.

Hier, les organisateurs du Mondial 2022 ont publié la charte dédiée aux travailleurs, document réclamé par l'organe faïtière du football mondial pour ce mercredi 12 février et dans lequel les Qataris s'engagent à respecter et surtout «protéger les droits des employés migrants».

La recommandation de l'instance mondiale dirigée par Sepp Blatter faisait suite à l'information ayant fait état de la mort, l'année dernière, de près de 200 hommes népalais sur des projets de construction au Qatar. La Fifa a également voulu prendre ses devants à ce propos, d'autant plus que la Confédération syndicale internationale avait prévu la disparition accidentelle «jusqu'à 4 000 travailleurs d'ici 2022» si les lois actuelles persistent. Les conditions de travail et d'hébergement des travailleurs sur les différents chantiers sont jugées désastreuses aussi bien par les trade syndcats que les associations des droits de l'Homme. Ceux-ci ont critiqué également le système «kefala» de l'emploi dans les liens du Qatar, à travers ses entreprises, avec les

travailleurs migrants ainsi que l'exigence d'un visa de sortie aux travailleurs devant quitter le territoire qatari sans l'autorisation de leurs employeurs. La nouvelle charte de 50 pages qui a été rendue publique, hier, a été développée en collaboration avec l'Organisation internationale du travail. Le nouveau document, intitulé «Normes de bien-être des travailleurs», détaille les mesures préconisées par le haut-comité local d'organisation de la Coupe du monde. Celles-ci s'adressent particulièrement aux entrepreneurs et sous-traitants des projets d'infrastructures clés. Plus précisément, la charte stipule que le COL de Qatar 2022 s'assurera de la santé et de la sécurité des travailleurs, encouragera activement la promotion d'une culture de santé et de sécurité de classe mondiale, se conformera aux normes requises à toutes les lois sur l'emploi, à traiter tous les travailleurs sur un pied d'égalité, et ce, indépendamment de leur origine, de leur nationalité, l'origine ethnique, le sexe ou la religion, assurer leur dignité, la protéger et la préserver le long de leur contrat



jusqu'à leur rapatriement, interdire les pratiques illicites, notamment l'interdiction du travail des enfants, le travail forcé et les pratiques de traite, maintenir et créer des conditions de travail sûres et saines, garantir des salaires justes et veiller à ce qu'ils soient versés à temps, interdire les représailles envers les travailleurs, l'accès à l'information dans la langue des droits des travailleurs, et fournir une formation appropriée aux travailleurs ayant les compétences nécessaires pour mener à bien leurs tâches, y compris dans les domaines liés à la santé et à la sécurité. Par ailleurs, la charte oblige les employeurs à installer un service d'assistance téléphonique pour les travailleurs qui peuvent exprimer leurs doléances et leurs

préoccupations, à accorder un minimum de trois semaines de congés payés annuels sur la base d'une semaine de 48 heures ne pouvant dépasser une charge de travail de huit heures par jour et garantir aux travailleurs un jour de repos par semaine. Cette batterie de mesures devrait être respectée dans les cinq grands chantiers entrepris par le COL de Qatar - 2022 qui compte dépenser plus de 200 milliards de dollars sur une série de projets d'infrastructures sportives. Les travaux du premier stade, à El-Wakra, avancent «très bien», selon les organisateurs qui comptent lancer les travaux des quatre autres enceintes qui accueilleront le tournoi de 2022 dans les mois à venir.

M. B.

LE CA DE LA LFP RÉPOND AUX DIRIGEANTS DU CLUB CONSTANTINOIS :

«Le CSC doit assumer pleinement ses responsabilités»

Le conseil d'administration de la Ligue de football professionnel (LFP) a affirmé que le CS Constantine (Ligue 1), doit «assumer pleinement ses responsabilités, son engagement et son choix», en acceptant de s'engager en Coupe de la Confédération (CAF), rappelant que le club avait souscrit aux conditions imposées par la Fédération algérienne (FAF).

La LFP rejette les allégations qui ont fait état d'«une méprise de l'instance à l'égard de cette formation au sujet de la programmation du match de championnat qui coïncidait avec celui de la Coupe de la Confédération de la CAF», précise l'instance dirigeante dans un communiqué publié hier sur son site officiel, à l'issue d'une session ordinaire.

Le CSC, scindé en deux équipes, avait été contraint de disputer samedi deux matches, à la même heure, et dans deux compétitions différentes.

A l'occasion de la 18^e journée du championnat, le CSC s'est incliné à Béjaïa face au MOB (2-0), alors que l'autre groupe, qui était en déplacement à Niamey (Niger), a subi un revers (2-0) face à la formation de Nigelec, lors du match aller du premier tour de l'épreuve continentale.

«La LFP tient à rappeler qu'elle a été destinataire le 28 novembre 2013 d'une de correspondance émanant du CS Constantine dans laquelle ce club souscrit aux conditions imposées par la Fédération algérienne de football pour leur participation aux compétitions africaines des clubs de l'année 2014. Ainsi, à travers ce courrier, le CSC prend l'engagement officiel et solennel à respecter le calendrier des rencontres nationales (championnat et coupe d'Algérie)», souligne la LFP.

Publicité